



RESEAU EDUCATION SANS FRONTIERES

Numéro 1 : *Décembre 2008*

Le Réseau Education Sans Frontières (RESF) est un réseau citoyen de solidarité réuni autour des enfants scolarisés menacés d'expulsion et de leurs familles. Il rassemble des citoyen-nes, des associations de tous horizons, des syndicats d'enseignants, de salariés, des mouvements de parents d'élèves, des associations de défense des droits de l'Homme ou d'aide aux migrants. Parce que nous croyons que l'éducation et l'intérêt de l'enfant sont des droits fondamentaux et que la défense de notre avenir nous rassemble au-delà des différences politiques, religieuses ou d'opinion, NOUS LES PRENONS SOUS NOTRE PROTECTION.

CONTACT

Adresse mail

resf.67@laposte.net
resf.strasbourg@laposte.net

Site Internet

<http://www.educationsansfrontieres.org/>

Adresse postale

RESF 67
c/o FCPE67
27 rue Lavoisier
67200Strasbourg

Téléphone

06. 66. 95. 18. 70

Adresse mail fanzine

fanzineresf67@gmail.com



**LAISSEZ-LES
GRANDIR ICI!**

SOMMAIRE

UNE FANZINE POUR QUOI FAIRE ?	p. 2
LA GRANDE ILLUSION	p. 3
TEMOIGNAGE D'UNE MARRAINE	p. 8
TEMOIGNAGE D'UNE REFUGIEE BOSNIAQUE AU DANEMARK	p. 10

UNE FANZINE POUR QUOI FAIRE ?

L'idée est de permettre à chacun de témoigner de sa place, de parent ou d'enfant sans papiers, de parrain ou de marraine veillant à leur protection, ainsi que de tout citoyen préoccupé par la question du sort réservé à ceux qui ont la malchance d'être privés de papier...

Nous croyons à la justesse des témoignages des principaux intéressés et de ceux qui les accompagnent dans leurs démarches en vue de régulariser leur situation et qui, sans être politologues ou politiciennes, sont les plus à même de nous faire partager leurs expériences et de nous faire entendre la réalité de leur existence etrésistance...

La force de RESF est et restera celle de notre rencontre, à chaque fois unique et différente, les uns avec ces autres que nous ne connaissions pas auparavant même si nous vivions si près les uns des autres.

L'objectif du recueil de ces témoignages est de continuer à informer et à sensibiliser de plus en plus de personnes à la question des sans papiers et de faire connaître RESF au plus grand nombre afin de grossir les rangs des personnes prêtes à manifester leur solidarité vis-à-vis des enfants et de leurs familles sans papiers.

LA GRANDE ILLUSION

Les médias : Des entreprises de farces et attrapes

Les « discours de vérité » sont ces lieux communs, ces préjugés, ces mensonges, utilisés par les médias, qui satisfont les croyances populaires, nous endorment en créant des pensées formatées, normalisées, et nous laissent entrer dans une douce léthargie, où une des solutions qui s'offre à nous est le mutisme. Un mutisme qui se caractérise par cette volonté ou ce sentiment de n'avoir rien à dire (car bien des autres s'en charge). Les médias, nous assomment de dés-informations populaires qui ne font qu'assimiler des données inassimilables. Devenus des entreprises totalitaires de contrôle des cerveaux, ils créent un monde imaginaire qui couvre les intérêts de certains au dépend de la réalité dont sont victimes la majorité.

Noyés sous une masse d'informations stéréotypées, nous ne pensons plus par nous même mais consommons de la « marchandise discursive ». Notre parole est aliénée par celui qui pense nous représenter. Notre condition de sujet parlant s'essouffle, nos pensées sont étouffées, nos mots congédiés....

Dans les années 70 Debord parlait de « société du spectacle ». Aujourd'hui, le spectacle du monde médiatique, à la botte des gouvernements, est devenu la plus grosse société de farces et attrapes. Fabrication d'images, d'informations, d'individus, rien ne lui échappe tant que ses créations satisfont les intérêts des dominants et cultivent un sentiment de peur à l'égard des dominés.

C'est face à ce triste constat que nous avons décidé d'inverser l'ordre du discours, rompre avec la représentativité des paroles et la laisser à ceux et à celles qui ne l'ont pas. Cette fanzine n'a pas

pour but de « *devenir les récupérateurs compatissant de ces gens sans voix (...)* Nous avons à bousculer l'ordre du discours de manière à ce que la pluralité des discours entrent en guerre» (Michel Foucault). Par cette prise de parole il ne s'agit pas d'inculquer aux lecteurs de cette fanzine des informations qui leur manqueraient mais de faire valoir un savoir-*Autre* sur les conditions de vie des personnes sans papiers, afin que les responsables de la situation se trouvent dans l'obligation de rendre des comptes. Il s'agit donc, à travers cette fanzine, de donner la parole aux personnes étant directement aux prises avec la problématique des personnes en situation dite "irrégulière" (personnes sans papiers, militants, professionnels...) afin de rompre avec les discours dominants qui tendent sciemment à assimiler l'étranger à un menteur potentiel, à un délinquant ou encore à un terroriste pour pouvoir mieux l'exclure puis l'expulser.

L'étranger assimilé à un menteur potentiel.

En octobre 2007, la loi relative à "*la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile*" franchit un cap en assimilant l'étranger au menteur potentiel. Pour faire une demande de séjour dans le cadre du regroupement familial, il est à présent demandé à la personne (en cas d'absence de papier officiel ou de « *doute sérieux* ») de recourir à un test ADN afin de prouver sa filiation avec sa famille installée en France. Derrière ce dispositif, pour l'instant expérimental, mais qui sera sans aucun doute pérennisé en 2010, on peut distinguer sans grande difficulté l'idée gouvernementale selon laquelle, les mots ne suffisant plus, il est nécessaire de contrôler génétiquement un individu, car dans

l'incapacité de lui faire confiance. Suspecté d'être un menteur (par naissance) l'individu faisant une demande de séjour n'est plus soumis au contrôle parce qu'il est un individu mais bien parce qu'il est un individu *étranger*.

D'autre part, en juillet 2007, une nouvelle circulaire oblige tous les agents de l'ANPE à contrôler les papiers de personnes étrangères et à les transmettre à la préfecture. En novembre 2007 la préfecture de Haute-Garonne a constitué des « référents » dans les différents services publics du département (CAF, CPAM, URSSAF, DDASS....) afin que ceux-ci puissent dénoncer à la police les personnes qui *semble* être en situation irrégulière.

J'en passe...et des meilleurs. Est-ce utile de rappeler les différents dispositifs européens comme le système EURODAC chargé de comparer les empreintes digitales des demandeurs d'asile et des personnes considérées comme « clandestines » afin de lutter contre ceux qui sont appelés les « faux réfugiés » ? A travers cette liste, bien sûr, non-exhaustive que peut-on voir, si ce n'est une volonté du gouvernement, assisté par les médias, d'assimiler la personne étrangère au menteur potentiel qu'il est nécessaire de contrôler ?

L'étranger assimilé à un délinquant

La criminalisation des personnes en situation irrégulière a commencé à se développer peu de temps avant l'élection présidentielle de 2007, par la prise en charge, par le ministère de l'Intérieur, de la politique d'immigration. En assimilant la question des personnes dites « sans papier » à la police, le ministère faisait taire toutes questions d'ordre historique, sociale et multiculturelle liées à l'immigration. Assimilant directement les personnes en situation irrégulière à la politique ultra-sécuritaire, les masses-médias transformèrent l'étranger en un

délinquant satisfaisant et flattant de fait, les idées nationalistes de fafounets en quête de « nettoyage ». La grande illusion commençait.

En décembre 2007 la création du fichier ELOI (comme ELOIgnement, ça fait plus politiquement correct qu'un fichier nommé EXPULS !!!) permet une nouvelle fois d'accentuer le contrôle des personnes en situation dite "irrégulière". En plus de fichier, entre autre, les enfants des personnes étant amenés à être expulsées, ELOI comprend des données sur la « *nécessité d'une surveillance particulière au regard* (des personnes en situation irrégulière venant menacer) *l'ordre public* ». Une nouvelle fois, l'étranger expulsable est assimilé au délinquant.

Pour couronner le tout, la création et la multiplication constante en France et en Europe des centres de rétention administrative ; ces lieux cachés, fermés, grillagés où (sur)vivent des centaines de personnes prêtes à être ELOIgnées, tend encore une fois à assimiler la personne sans papier au criminel. La dénomination (tout comme l'organisation architecturale) des centre de rétention est tellement proche de celles de centre de détention, qu'il est difficile ici, de ne pas voir un tour de passe-passe de l'Etat afin d'assimiler le retenu au détenu... Des retenus que le gouvernement criminalise et enferme dans des lieux cachés (A Geispolsheim, il est impossible de savoir qu'il y a un CRA, si nous n'en n'avons pas été informé au préalable. Celui-ci est en effet, invisible de la route et caché par de la végétation) car venant menacer l'ordre public et « l'identité national-iste ».

Diviser pour mieux régner

En contrepartie de cette criminalisation des personnes dite « sans

papier », et afin de renforcer la scission entre les « bons » et les « mauvais » immigrés, le ministère de l'immigration et de gnagnagna gnagnagna, crée par un arrêté du 16 juin 2008 « *le prix de l'intégration* » décerné (avec à la clé, une somme de 3000 euros) à ceux « *ayant accompli un parcours personnel d'intégration ayant une valeur d'exemplarité de par son implication dans la vie économique, sociale, associative, civique, environnementale, culturelle ou sportive* ». Quelle est cette nouvelle catégorie de personnes qui est, une nouvelle fois stigmatisée, comme si elle présentait des difficultés insurmontables à « s'intégrer » ? Quelle est cette catégorie de personne à qui l'on montre une belle carotte de 3000 euros pour mieux mettre un coup de matraque à celui qui a choisi une autre direction (non pas plus mauvaise, ni meilleure, mais tout simplement une autre). Comme le note très justement l'appel contre ce décret, « *nous refusons par avance ce type de distinction qui n'est pas sans rappeler la figure coloniale de "l'évolué" chargé d'assurer la médiation entre le "civilisateur" et la "masse indigène" à civiliser** »

C'est face à cette montée constante de la fabrication de la personne en situation irrégulière en tant que menteur, suspect, délinquant, criminel, terroriste ou encore indigène qu'il est nécessaire de donner la parole aux personnes considérées comme tel par le gouvernement afin de contrecarrer les discours dominants des masses médias qui ne cherchent qu'à servir les intérêts des politiciens et créer un monde ultra-sécuritaire où la division des individus ne fait qu'accentuer le règne de l'Etat.

Kichotte

* Texte d'appel : Nous ne sommes pas des modèles d'intégration

TÉMOIGNAGE D'UNE MARRAINE

Ce jour de juillet, j'espérais que le tram qui me conduisait place Broglie prendrait son temps. RESF cherchait des parrains pour l'été et je me rendais à l'hôtel de ville pour faire la connaissance d'une famille qui à ce moment précis répondait pour moi à la dénomination d « étrangers sans papiers ».

« Mais qu'est-ce qui t'a pris » n'ai-je cessé de me répéter, calée dans mon tram et sentant doucement monter l'anxiété. J'avais juste décidé de franchir le pas, d'aller voir au-delà des lignes, de voir de près ce que nous ressassaient les médias depuis des mois, de comprendre pourquoi des hommes et des femmes prenaient position aussi fermement pour défendre des étrangers dans l'illégalité.

Une foule animée occupait la cour de l'hôtel de ville, des voix et des mots venus d'ailleurs... Munie d'un numéro inscrit sur un carton, je suis partie à la recherche de « ma » famille. Un couple d'une vingtaine d'années, un bébé, le même numéro était posé sur la poussette. « Vous parlez français ? » déni de la tête « Anglais, allemand? » - « Non » « Aïe, c'est bien parti ! » Chacun fuyait l'autre du regard, la deuxième marraine fut la bienvenue.

Plus tard et durant tout l'été je les retrouvai une fois par semaine dans leur chambre minuscule, nous étions gênés tous les trois par ce trop de promiscuité, mais il y avait chez eux une élégance dans les gestes qui m'invitaient à m'asseoir. C'est une drôle d'expérience que de communiquer par gestes, par regards.

Moussa* répétait avec beaucoup d'application les mots de français qu'il cherchait à apprendre. Raïssa complétait avec les mimiques de toutes les jeunes femmes de son âge. Cela finissait souvent par de grands éclats de rire. Les bribes de leur histoire se sont dévoilées au fur et à mesure. Des choses si difficiles à imaginer à l'âge où nos jeunes pensent études, sport, copains. « Et l'école, Moussa? Jusqu'où? » Moussa croise les mains en secouant la tête « Ecole, non, fini » et enchaîne par le geste sans ambiguïté de celui qui dirige une arme à feu vers sa tempe « Pas possible », « Tu aimerais reprendre? » « Oui » et montrant son fils « Issa parler français, aller à l'école ici » Silence et grand sourire.

Ils sont partis plus loin, j'ai cherché sur le web ce qu'est ce pays si mal connu, je n'y ai trouvé que des guerres. Ils attendent toujours la réponse de l'OFPRA(*) qui décidera s'ils resteront ou non. J'avais encore tant de choses à apprendre de ces jeunes venus d'ailleurs, si volontaires, si patients, capables de vivre de très peu dans un monde où l'on a tout...mais peut-être plus tard ?

Fabienne

*Office Français pour la Protection des Réfugiés et des Apatrides

* Les prénoms ont été changés

TÉMOIGNAGE D'UNE RÉFUGIÉE BOSNIAQUE AU DANEMARK

Du 26 au 31 octobre 2008, le Conseil de l'Europe et le UNHCR organisait à Strasbourg une rencontre de jeunes réfugiés en Europe afin qu'ils partagent leurs expériences.

Pendant cette semaine des petits groupes sont aussi allés à la rencontre d'organisations et acteurs locaux. Un de ses groupes a découvert RESF. Le témoignage ci-dessous est la traduction d'un texte d'Amila Jasarevic, publié en anglais sur son blog (<http://amilabosnae.com/>)

L'activisme dans son excellence

Nous avons rencontré plusieurs activistes locaux qui nous ont donné une idée de leur travail sur Strasbourg. Un groupe a rencontré RESF, un réseau de citoyens dont le but est d'arrêter les expulsions de familles avec des enfants à l'école. Comme la dame s'est exprimée : « vous ne pouvez pas juste arracher un enfant de son école et de ses amis et détruire sa vie juste parce que certains Etats en ont envie. Un enfant est un enfant, avec des papiers ou non. »

Le réseau a été fondé à Paris il y a quatre ans et s'est depuis étendu dans toute la France. Ce n'est pas une association, il n'y a pas de locaux ni de bureau; le réseau est juste composé de parents, d'enseignants et d'autres personnes qui n'acceptent pas les expulsions d'écoliers. Les membres du réseau utilisent beaucoup Internet ce qui rend la mobilisation plus facile pour réagir sur une expulsion en cours.

Quand une famille est en danger d'expulsion, RESF met en place des parrainages pour protéger la famille. Dans la mesure du possible il y a trois parrains/marraines pour chaque famille, un d'entre eux étant une personnalité locale. C'est quelqu'un avec de bons contacts, une bonne

image dans les médias etc. Il y a même des membres du Parlement européen. En France comme au Danemark, la médiatisation joue un grand rôle dans de ce cas, les autorités locales n'aimant pas ce genre de publicité. A Strasbourg le réseau n'a pas eu trop de problème à trouver les parrains/ marraines.

Le réseau bénéficie de l'appui de plusieurs personnalités différentes. Des artistes les soutiennent à travers leur art, des écrivains ont publié des livres et des bandes dessinées sur des familles sans papiers. L'actrice Emmanuelle Béart a écrit la préface pour un d'entre eux. Un groupe de lycéens a sorti un CD appelé "Expulsé!" quand un de leurs amis a été confronté à son expulsion.

Il se passe la même chose en France qu'au Danemark : le fait est que des communautés locales entières peuvent s'impliquer dans la suspension de l'expulsion d'une famille quand elles connaissent la famille. Même des politiciens de droite ont signé les pétitions de RESF et ont protesté quand une famille proche a été affectée. Aussitôt que « le cas » a un visage, il n'est plus si facile d'expulser les gens. Les autorités dans des pays européens sont bien conscientes de cela, c'est pourquoi tant de centres de rétention sont bien cachés dans les bois et les zones rurales - simplement pour que la population locale ne voit pas les demandeurs d'asile. Loin des yeux, loin du cœur.

C'était une conversation très inspirante qui m'a beaucoup appris et que je partagerai avec des ONG danoises car RESF a beaucoup plus de succès que n'importe quelle organisation danoise que je connais. Il était aussi très encourageant de voir que nous avons tant de choses en commun et que nous nous battons contre la même injustice. RESF est en contact avec d'autres réseaux semblables et des organisations en France, ce qui permet de se mettre en contact avec une grande partie du mouvement d'activistes dans le pays.

Nous vous invitons dès à présent, en vue de la préparation de la fanzine de fin décembre, à prendre votre plume afin de témoigner de votre place de parrain, citoyen, enseignant, parent d'élève, élève, étudiant et d'encourager les familles que vous parrainez ou connaissez à mettre sur le papier leur ressenti, un peu de leur vie, leurs émotions, leur ras-le-bol , leurs joies, leurs peines ...

Si l'anonymat est désiré par les uns et les autres, cela ne pose pas de problème. N'hésitez pas non plus à proposer aux familles de s'exprimer dans leur langue, nous nous emploierons à traduire leur témoignage.

Les textes peuvent prendre la forme de témoignage, poèmes, dessins, ...

Envoyez vos écrits à fanzineresf67@gmail.com avant le 20 de chaque mois si vous voulez voir publier votre texte

**LE PROCHAIN CERCLE DE SILENCE AURA
LIEU COMME TOUS LES MOIS ET QUEL
QUE SOIT LE TEMPS LE 30 DECEMBRE DE
18H A 19H. PLACE KLEBER**